

Russie/Réélu en mars dernier

Poutine a prêté serment pour son 4e mandat à la tête du pays

AFP
Moscou/Russie

Ses priorités ? "Une nouvelle qualité de la vie, la prospérité, la sécurité, la santé des gens".

VLADIMIR Poutine a prêté serment hier pour son quatrième mandat à la présidence de la Russie, jusqu'en 2024, après déjà 18 ans aux commandes du pays, en tant que chef de l'Etat ou du gouvernement. "Je considère comme mon devoir et le sens de ma vie de faire tout mon possible pour la Russie, pour son présent et pour son avenir", a-t-il déclaré, après avoir prêté serment, la main sur la Constitution, lors d'une cérémonie solennelle au Grand palais du Kremlin, en présence des présidents des deux chambres du Parlement russe et celui de la Cour constitutionnelle. Réélu en mars avec 76,7% des voix, soit le score le plus élevé depuis son arrivée au pouvoir, M. Poutine s'est imposé plus que jamais comme l'homme fort d'une Russie qu'il a replacée au premier rang sur la scène internationale, au prix de tensions croissantes avec les Occidentaux.

"Je suis particulièrement conscient de ma responsabilité colossale devant chacun de vous, devant la Russie", a lancé Vladimir Poutine. "Je ferai tout pour augmenter la puissance, la prospé-

rité et la gloire de la Russie", a assuré M. Poutine, devant les députés, les sénateurs et des personnalités du monde culturel russe réunis au Kremlin. Il a remercié le peuple russe pour son "soutien sincère", en estimant que celui-ci est "important non seulement pour la défense de nos positions sur la scène internationale, mais aussi pour (...) des changements positifs profonds à l'intérieur du pays".

"Si un dirigeant défend les intérêts de son pays, qu'il reste au pouvoir jusqu'à la fin de ses jours", a déclaré à l'AFP Maxime Kouznetsov, livreur à Moscou, à quelques heures de la cérémonie d'investiture où M. Poutine s'est rendu dans une nouvelle limousine de fabrication russe.

"NOUVELLE QUALITE DE LA VIE"• Si Vladimir Poutine a fait des déclarations martiales pendant sa campagne électorale et vanté les missiles nucléaires "invincibles" de la Russie, il a assuré après sa réélection triomphale vouloir réduire les dépenses militaires en 2018 et 2019 et réfuté toute "course aux armements".

"Une nouvelle qualité de la vie, la prospérité, la sécurité, la santé des gens, c'est ce qui est le principal aujourd'hui, c'est ce qui est au centre de notre politique", a affirmé hier M. Poutine.

Son mandat précédent a été marqué par une crise inédite entre la Russie et l'Occident, provoquée no-



Photo : AFP

Un nouveau mandat de six ans à faire débuté hier pour le président Vladimir Poutine qui entend de l'amélioration de la qualité de la vie de ses compatriotes une de ses priorités.

tamment par le conflit ukrainien, à l'origine de lourdes sanctions occidentales visant Moscou, la guerre en Syrie et les accusations d'ingérence russe dans l'élection de Donald Trump en 2016.

La confrontation Est-Ouest s'est encore accentuée depuis que Londres a accusé Moscou en mars d'avoir empoisonné un ex-agent double russe au Royaume-Uni, ce qui a provoqué une avalanche d'expulsions de diplomates russes à travers le monde à laquelle la Russie a riposté par des mesures similaires. Vladimir Poutine a qualifié ces accusations de "grand n'importe quoi".

Le scrutin que M. Poutine a remporté en arrivant très loin devant ses adversaires avait été qualifié de "transparent au maximum" par la Commission électorale. L'opposition et des ONG russes avaient de leur côté fait état de milliers d'irrégularités, notamment de

bourrages d'urnes et d'électeurs emmenés voter par autocars entiers sous pression de leur employeur.

La cérémonie d'investiture a été précédée par une série de manifestations anti-Poutine organisées samedi dans toute la Russie à l'appel du principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny.

"PAS D'AUTRE CANDIDAT"• Ces rassemblements, interdits par les autorités, ont souvent été dispersés violemment et ont débouché sur plus de 1 500 arrestations, dont celle de M. Navalny, relâché peu après.

Déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale qu'il estime orchestrée par le Kremlin, Alexeï Navalny n'avait pas pu se présenter lui-même à l'élection présidentielle. Vladimir Poutine devrait désormais rester à la tête de la Russie jusqu'en 2024, année où il fêtera ses 72

ans. Interrogé le soir de sa réélection sur l'éventualité d'une candidature à l'issue de ce mandat, il a répondu : "Vous devez plaisanter ! Qu'est-ce que je dois faire ? Resister ici jusqu'à mes 100 ans ? Non".

Sauf réforme constitutionnelle, il ne pourra pas être à nouveau candidat en 2024, la Constitution russe interdisant de briguer plus de deux mandats consécutifs.

Selon des experts, le président russe pourrait mettre à profit les six prochaines années pour préparer un successeur. Mais pour l'instant, il s'est gardé de donner la moindre indication sur la personne qu'il pourrait envisager.

"Je ne vois pas d'autre candidat qui pourrait le remplacer... Chaque année, la Russie devient meilleure, plus forte et plus belle", a déclaré Aliona Kozoleva, assistante commerciale, alors qu'elle se dirigeait hier au travail dans un grand magasin moscovite.

• Continuer avec Medvedev. Le président russe Vladimir Poutine a proposé hier une nouvelle fois Dmitri Medvedev comme Premier ministre, peu après avoir prêté serment pour son quatrième mandat à la présidence de la Russie. Sauf surprise, la Douma devrait accepter la candidature de M. Medvedev ce mardi à partir de 12H00 GMT (13H00 au Gabon).

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Violences. Deux morts et 10 blessés à Bangui

Au moins deux personnes ont été tuées et dix blessées dans des échanges de tirs dimanche à Bangui dans le quartier musulman du PK5 et d'autres situés à proximité, a appris hier l'AFP de source hospitalière.

• Mali/Présidentielle. IBK va briguer un second mandat

Le président malien sortant Ibrahim Boubacar Keïta a été investi dimanche candidat à l'élection présidentielle du 29 juillet par une coalition de près de 70 partis, lors d'une réunion à Bamako.

• Tunisie/Municipales. Un électeur sur trois aux urnes

Un électeur tunisien sur trois seulement s'est rendu aux urnes dimanche pour les premières élections municipales de l'après-révolution, une abstention massive qui sonne comme un désaveu cuisant pour la classe politique aux manettes depuis le Printemps arabe.

A travers le monde

• Irak/Conflit. Un candidat aux législatives assassiné par l'EI

Le groupe Etat Islamique (EI) a revendiqué hier, pour la première fois depuis le début de la campagne, l'assassinat d'un candidat aux législatives du 12 mai, dans son ancien bastion du nord de l'Irak, près de Mossoul.

• Italie/Gouvernement. Les ultimes consultations dans l'impasse



Les forces politiques italiennes défilaient une dernière fois hier dans le bureau du président de la République, Sergio Mattarella, qui menace de nommer un gouvernement technique alors qu'aucune majorité politique ne se dessine, deux mois après les élections législatives.

• Mexique/Troubles. Cinq responsables politiques assassinés en une semaine

Deux responsables politiques ont été tués le week-end écoulé dans l'Etat mexicain de Chihuahua, frontalier des Etats-Unis, portant à cinq le nombre de politiciens tués en une semaine au Mexique à l'approche des élections générales du 1er juillet.

RDCongo/Elections du 23 décembre

La présidence dément toute nouvelle candidature de Kabila

AFP
Kinshasa/RDCongo

LA présidence congolaise a démenti hier toute nouvelle candidature du président Joseph Kabila, qualifiant d'"intox" une rumeur relayée sur les réseaux sociaux affirmant qu'il serait en lice pour la présidentielle du 23 décembre censée élire son successeur.

"C'est de l'intox pure et simple", il n'en est pas question, a déclaré Jean-Pierre Kambila, directeur de cabinet adjoint du président Kabila, interrogé par l'AFP.

"C'est de l'intox. Peut-on imaginer quelqu'un se représenter à l'improviste" à une élection présidentielle ?, a réagi de son

côté Alain-André Atundu, porte-parole de la Majorité présidentielle (MP). Le deuxième et dernier mandat de M. Kabila a pris fin le 20 décembre 2016 dans un climat de violences meurtrières. La Constitution interdit au chef de l'Etat de se représenter.

Selon cette rumeur largement partagée depuis le week-end sur les réseaux sociaux, la MP se prépare à déposer la candidature de M. Kabila à la Commission électorale qui va la rejeter avant de saisir la Cour constitutionnelle qui trancherait en faveur du chef de l'Etat.

Le dépôt des candidatures à ce scrutin interviendra en juillet, selon le calendrier officiel. Le quotidien d'opposi-



Photo : AFP

La présidence congolaise a voulu couper court hier aux rumeurs autour d'une candidature de Joseph Kabila à la présidentielle du 23 décembre.

tion "le Potentiel" titrait hier à la Une sur une "probable candidature de Joseph Kabila, la MP

lorgne vers la Cour constitutionnelle".

"Combien de fois voulez-vous que le président Ka-

bila dise qu'il respectera la Constitution ? La Constitution est en vigueur et elle sera respectée dans son intégralité", a dit M. Kambila.

Au pouvoir depuis 2001, M. Kabila reste silencieux sur ses intentions et son avenir politique.

"Ceux qui demandent au président de déclarer qu'il ne sera pas candidat attendront longtemps puisque c'est lui manquer de respect", a ajouté M. Kambila.

Les élections initialement prévues en décembre 2016 ont été reportées pour fin 2017 avant d'être repoussées au 23 décembre 2018.

La RDC est minée par une crise politique liée au maintien au pouvoir de M. Kabila.